

L'IMPÉRIALISME À L'OFFENSIVE, LES PEUPLES À LA RIPOSTE

Trump a déployé un porte-avions au large du Venezuela et ordonné le bombardement de bateaux dans la mer des Caraïbes, tuant leurs occupants aussitôt qualifiés de narcotrafiquants – sans preuve, peut-être s'agissait-il d'ailleurs de simples pêcheurs. Il annonce une opération de la CIA contre le président vénézuélien et menace le chef d'État colombien, accusé de complicité avec le narcotrafic. Trump rappelle sans fard que l'Amérique latine est l'arrière-cour des États-Unis où les entreprises américaines doivent pouvoir se déployer sans contraintes.

Les appétits impérialistes se déchaînent

La lutte contre la drogue n'est qu'un prétexte : Trump veut des gouvernements latino-américains à sa botte pour piller le pétrole au Venezuela, les terres et leurs richesses partout dans le continent. Les populations des pays pauvres dont le sous-sol regorge de richesses sont les premières victimes des appétits des impérialismes, qui sont prêts à tout pour leur imposer la soumission. On le voit jour après jour en Palestine, à Gaza, où l'armée israélienne, bras armé de l'impérialisme, se livre à un génocide pour étouffer toute aspiration au changement dans un Moyen-Orient riche en pétrole.

La France n'est pas en reste. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le gouvernement veut accorder de nouveaux droits aux colons, marginalisant encore davantage le peuple kanak sur ses propres terres. Conscient que cette décision peut rallumer les émeutes de l'an dernier, il a laissé en place un dispositif policier et militaire massif. En Afrique, où se livrent de véritables guerres des matières premières, l'impérialisme français maintient des troupes partout où il le peut encore. Les travailleurs français et les peuples kanak ou africains font face à la même bourgeoisie française et à sa rapacité.

Les peuples relèvent la tête

Aux États-Unis mêmes, l'administration Trump multiplie les raids contre les migrants, licencie des dizaines de milliers de fonctionnaires et s'attaque au système de santé bénéficiant aux plus précaires, prélude à de nouvelles offensives contre tous les travailleurs. Les travailleurs américains et les peuples d'Amérique latine subissent le même ennemi : la bourgeoisie américaine.

Mais, aux États-Unis, sept millions de manifestants ont défilé le 18 octobre pour dire leur rejet d'un gouvernement qui s'en prend aux pauvres pour arroser les riches. Trump s'est grossièrement moqué d'eux, y voyant la main des Démocrates. Mais c'est peut-être le début d'un ras-le-bol généralisé non seulement contre la politique de Trump mais aussi celle de son prédécesseur.

La révolte gronde dans de nombreux pays. À Madagascar, les jeunes de la GenZ ont fait tomber le gouvernement malgré la répression. Au Pérou, la mobilisation sociale a renversé la présidente. Au Maroc, la jeunesse a imposé, malgré la répression, des mesures sur la santé et l'éducation. Au Népal, le gouvernement corrompu a été littéralement balayé, les jeunes mettant le feu à tous les symboles du régime. Depuis plusieurs années, la liste des « Trump » locaux renversés par la colère populaire est longue. Ici même, la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 a provoqué des remous qui se font ressentir jusqu'à la crise gouvernementale actuelle, même si les travailleurs n'ont pas remporté de victoire significative pour le moment.

Les bourgeoisies impérialistes sont à l'attaque : dans les pays riches, contre les travailleurs et les classes populaires ; dans les pays pauvres, contre les peuples pour éliminer tout obstacle à leur pillage. Mais la partie est loin d'être jouée ! À l'internationale réactionnaire des Trump et des Macron, opposons la solidarité internationale des peuples ! Et organisons-nous politiquement pour que nos grèves, nos mobilisations sociales et nos révoltes puissent enfin converger pour nous permettre de nous débarrasser du capitalisme.

Vive la lutte des routiers Stellantis !

Lundi, plusieurs dizaines des 152 conducteurs de camions porte-véhicules Stellantis se sont mis en grève. Ils dénoncent le projet de la direction centrale de les faire basculer dans une filiale, Drive 4 you. En les faisant passer d'une convention collective métallurgie à transport routier, la direction les dépouillerait d'un certain nombre de primes (13^{ème} mois, ancienneté, détachement de longue durée,...).

Nos collègues ont raison de refuser ce vol. Ils doivent pouvoir compter sur notre soutien.

Promesses de patron

C'est la direction du groupe qui, au printemps 2024, a recruté comme routiers des collègues dans tous les sites en faisant miroiter notamment la prime de 800 euros de détachement longue durée. Nos collègues routiers n'en sont que plus légitimes à refuser ce vol.

Cette histoire est un avertissement. Les promesses des patrons ont autant de valeur que celles des politiciens : elles n'engagent que ceux qui y croient.

La grève continue...

sous le contrôle des grévistes

Si les routiers de Rennes-La Janais ont repris le travail hier, ceux de Mulhouse et Sochaux poursuivent leur grève. Ils ont élu un comité de grève pour organiser leur lutte dans la durée et donner le caractère le plus actif à leur mouvement. Dès hier, ils s'adressaient par tract aux ouvriers de Sochaux. Un exemple de plus à méditer !

Madame Soleil

Les deux derniers vendredis, nous avons eu droit à du chômage dans presque tous les secteurs de l'usine. Mais ici et là, l'encadrement prétend que les mois de novembre et décembre seront très chargés – lire dans le marc de café en gobelet de nos distributeurs, c'est tout un art...

Il y a au moins une prévision garantie, c'est qu'on n'aura pas d'heures supplémentaires samedi prochain. Elles coûteraient trop cher : le 1^{er} novembre est férié...

Week-end prolongé = début de la liberté

Tant qu'à chômer, la direction aurait pu décaler le chômage de vendredi dernier à lundi 10, veille de férié, ce qui nous aurait fait 4 jours tranquilles. Elle doit craindre qu'on n'ait plus du tout envie de venir à l'usine.

Nexperia, Nexperia pas

Fabricant incontournable de puces électroniques, Nexperia est en plein bras-de-fer. Sous pression de l'administration Trump, les actionnaires néerlandais s'efforcent d'évincer la direction chinoise. En représailles, les usines Nexperia situées en Chine menacent

de cesser leurs expéditions en Europe.

Quel que soit le vainqueur, il y a fort à parier que les capitalistes en profiteront pour pleurer misère auprès des Etats et transformer nos impôts en subventions, tout en attaquant nos emplois. Nous aurions tort de nous laisser apitoyer par leurs larmes de crocodile...

Tavares réécrit l'histoire

Dans une longue – et dispensable – interview au *Point*, notre ancien PDG prétend qu'il n'a pas été viré pour sa gestion de « psychopathe de la performance ». Une gestion qui a tellement tout sacrifié aux profits immédiats, que les autres administrateurs ont fini par voir une menace... sur les profits du futur !

Non, si Carlos Tavares s'est fait virer, c'est parce qu'il aurait refusé de faire marche arrière sur le passage à l'électrique (la blague !) : « *Qui se soucie aujourd'hui du réchauffement climatique ? Moi* ». Ouf, avec un défenseur pareil, la planète est sauvée...

Non aux licenciements à RESRG Automotive

Cette entreprise conçoit et fabrique des composants en plastique (notamment pare-chocs et tubes d'aération) à Poix-de-Picardie (Somme) depuis 35 ans. La direction vient d'annoncer la fermeture pour juin 2027. À la clé, 96 licenciements dans un bourg de 2 500 habitants : une vraie catastrophe sociale.

L'industrie automobile a fait des milliards de profits ces dernières années. Cet argent doit servir à maintenir l'emploi partout où il a été créé : par les ouvriers des donneurs d'ordre comme des équipementiers !

Ça boume pour les banques

Depuis le 1^{er} janvier, l'indice boursier du CAC40 a progressé de 10,8 % pour une inflation estimée à 1,8 %. Les banques sont en pointe : BNP Paribas +46 %, Crédit agricole +24 % et Société générale +97 %.

D'où viennent ces résultats ? Les cotisations pour les cartes bancaires, les frais de tenue de compte et de virement ont bondi de 8,23 % en 2024 et encore de 8,95 % entre décembre 2024 et avril 2025. En résumé les banquiers continuent de se goinfrer sur notre dos.

Gabès (Tunisie) : la grève contre un pollueur

La ville de Gabès, dans le sud tunisien, a été paralysée mardi dernier par une grève générale, lancée pour réclamer le démantèlement d'une usine vieillissante d'engrais, du Groupe chimique tunisien, impliquée dans plus de 200 cas d'intoxications, particulièrement d'enfants, survenus depuis début septembre.

Cela fait maintenant trois semaines que les mouvements de protestation ébranlent cette ville de 400 000 habitants. Malgré ses promesses, le pouvoir ne fait rien et laisse cette usine empoisonner travailleurs et habitants. La lutte continue.